



Vérification de la gestion des biens de technologie de l'information (TI)

Rapport final épuré

Vérification interne
Novembre 2025



Gendarmerie royale
du Canada

Royal Canadian
Mounted Police

Canada

Also available in English under the title: Audit of Information Technology (IT) Asset Management

Les informations contenues dans cette publication ou ce produit peuvent être reproduites, en tout ou en partie par quelque moyen que ce soit, à des fins personnelles ou publiques non commerciales, sans frais ni autre permission, sauf indication contraire. La reproduction et la distribution commerciales sont interdites, sauf avec la permission écrite de la Gendarmerie royale du Canada.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Vérification interne, évaluation, risque et recherche

Gendarmerie royale du Canada

73, promenade Leikin

Ottawa (Ontario) Canada

K1A 0R2

www.grc.ca

© (2025) SA MAJESTÉ LE ROI DU CHEF DU CANADA représenté par la Gendarmerie royale du Canada.

Numéro de catalogue : PS64-266/2026F-PDF

ISBN : 978-0-660-97830-7

Évaluation en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Ce rapport fut examiné pour de l'information potentiellement de nature délicate. [CAVIARDÉ] apparaît là où de l'information de nature délicate a été retirée du texte. L'information publiée est NON-CLASSIFIÉE.



Sommaire

p.4



À propos de la vérification

p.6



Contexte organisationnel

p.8



Constatations

p.11



Recommandations

p.32



Annexes

p.33

Contexte

La gestion des biens de TI est définie comme le **processus continu** visant à tenir à jour un inventaire de biens de TI. Elle comprend un ensemble de politiques et de processus qui aident les organisations à rendre compte de tous les biens tout au long de leur cycle de vie.*

À la GRC, la gestion des biens de TI est une **responsabilité que se partagent** la Gestion générale et Contrôle, le Programme numérique, les services divisionnaires de TI et la Sécurité ministérielle.

La gestion des biens de TI contribue de façon essentielle à l'efficacité d'une organisation en l'aidant à **réduire ses coûts de maintenance, à utiliser les licences de manière plus efficace, à accroître l'utilisation des biens** et à mieux gérer les risques de cybersécurité.

Objectif et portée de la vérification

La vérification visait à déterminer si le cadre de contrôle de gestion des biens de TI est adéquat et si des contrôles appropriés sont en place pour assurer la gestion de ces biens.

La vérification portait principalement sur l'**exploitation et la maintenance**, ainsi que sur les **phases d'élimination** du cycle de vie des biens.

La période visée était du 1^{er} avril 2022 au 30 novembre 2024. L'équipe de vérification a examiné les ordinateurs de bureau et les ordinateurs portatifs connectés au réseau du Système de bureautique de la GRC (ROSS), les postes de travail mobiles (ordinateurs portatifs renforcés), les dispositifs de stockage bus série universel (clés USB) et les logiciels d'application organisationnels et divisionnaires.

Thèmes des constatations

1. Gouvernance

2. Gestion de l'inventaire

3. Exploitation et maintenance

4. Élimination

Il ressort de la vérification que la GRC a un cadre de gestion des biens de TI en place pour lequel les politiques sont généralement comprises. [CAVIARDÉ]

[CAVIARDÉ] Remédier à ces lacunes renforcera la gestion du cycle de vie et améliorera la gouvernance.



Points à retenir

1. Les politiques sont suffisantes et généralement comprises par les intervenants, mais **des améliorations pourraient être apportées** [CAVIARDÉ] et aux processus connexes [CAVIARDÉ]
2. [CAVIARDÉ] Le Projet de modernisation de la gestion des services de TI visait au départ à fournir une solution nationale comportant des capacités intégrées de gestion des biens et de l'inventaire, mais il a connu des retards et sa portée a été revue pour exclure les éléments de gestion des biens et de l'inventaire. La mise en place d'un système organisationnel national de gestion de l'inventaire contribuerait à améliorer la gestion financière et du cycle de vie, [CAVIARDÉ]
3. Des mécanismes sont en place pour assurer la maintenance des biens de TI pendant leur cycle de vie, mais [CAVIARDÉ]
4. Des **améliorations pourraient être apportées aux pratiques d'élimination de l'organisation** et à la gestion des registres [CAVIARDÉ]

*Source : Centre canadien pour la cybersécurité

À titre de sous-commissaire supérieur, j'apprécie le travail de vérification effectué relatif aux politiques sur la gestion des biens de TI de la GRC et des pratiques connexes, et j'accepte les constatations et les recommandations contenues dans le rapport. La vérification a fait ressortir les principaux éléments nécessitant une attention particulière en ce qui concerne le suivi de l'inventaire des biens de TI, l'utilisation des clés USB et l'élimination des biens de TI. Un plan d'action de la direction (PAD) complet a été élaboré pour donner suite aux recommandations du rapport. La mise en œuvre de ce plan aidera la GRC, entre autres, à améliorer le suivi de l'inventaire des biens de TI, à utiliser de manière appropriée et sécuritaire les clés UBS et à éliminer les biens de TI en toute sécurité. Elle contribuera aussi à démontrer l'engagement de la GRC à donner suite aux préoccupations soulevées par la Commission des pertes massives en ce qui concerne la gestion des biens de TI.

La réalisation des objectifs clés et des mesures prévues énoncés dans le PAD dépendra de l'obtention de ressources pour se conformer aux recommandations. Sans ressources supplémentaires, le Programme numérique ne disposera pas des capacités nécessaires pour la mise en œuvre intégrale du PAD.

Bryan Larkin
Sous-commissaire supérieur

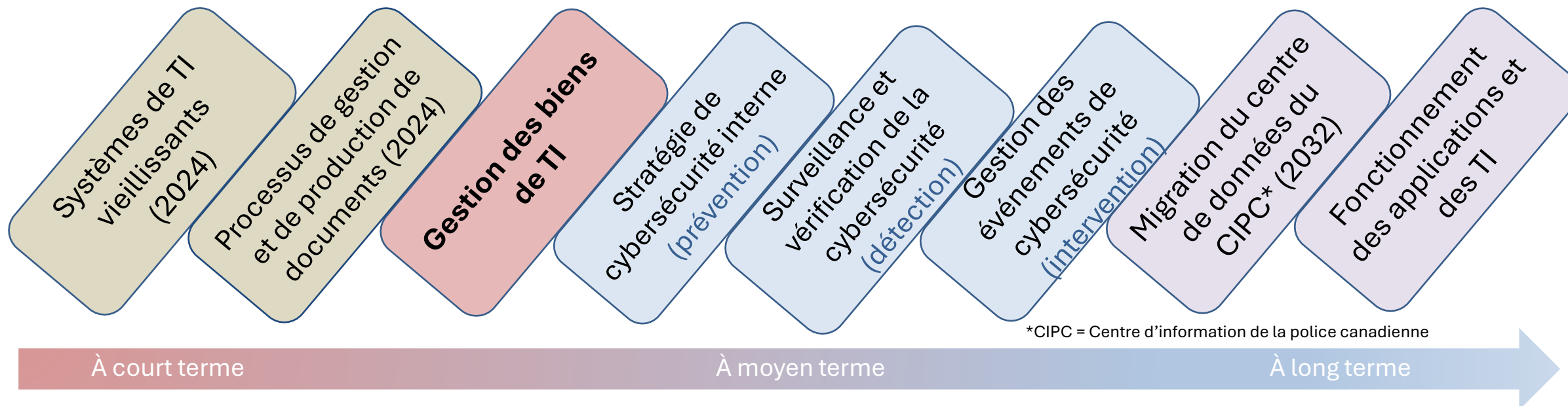
À titre de dirigeante principale des Finances, je prends acte de l'examen complet effectué par l'équipe de vérification ainsi que les recommandations formulées au sujet des pratiques de gestion des biens de TI en vigueur à la GRC. La vérification fait valoir la nécessité de mieux harmoniser la gestion des biens de TI à l'échelle de l'organisation, en mettant l'accent sur la surveillance organisationnelle, les mécanismes de suivi uniformes et les processus d'élimination des biens. Ces recommandations serviront de principes directeurs pour moderniser et harmoniser les pratiques de la GRC.

Samantha Hazen
Dirigeante principale des Finances, GRC

Contexte de la vérification

En 2023, l'équipe de la Vérification interne a procédé à une étude ciblée de la gestion de l'information et des technologies de l'information (GI-TI) et de la sécurité de l'information pour évaluer le contexte de risque lié à la GI-TI à la GRC. Cette étude a donné lieu à l'élaboration d'un plan de travail quinquennal renfermant une série de missions de vérification interne axées plus précisément sur la GI-TI et la sécurité de l'information. À ce jour, deux vérifications ont été effectuées, la **Vérification de la gestion des biens de TI** étant la troisième de cette série.

Figure 1 – Série de missions de vérification interne relativement à la GI-TI et à la sécurité de l'information



Objectif de la vérification

Cette vérification visait à déterminer si le cadre de contrôle de gestion des biens de TI est adéquat et si des contrôles appropriés de gestion des biens de TI sont en place (voir les critères de vérification à l’annexe A).

Portée de la vérification

La vérification portait sur la gouvernance, les activités et les processus liés à la gestion des biens de TI, les biens de TI (matériels et logiciels), les outils, les applications opérationnelles et les processus d’élimination. Elle englobait les processus et les activités pendant la période du 1^{er} avril 2022 au 30 novembre 2024. L’équipe de vérification a examiné les **ordinateurs de bureau et les ordinateurs portatifs (utilisateur final) connectés au réseau du Système de bureautique de la GRC (ROSS), les postes de travail mobiles (ordinateurs portatifs renforcés), les clés USB et les logiciels d’application organisationnels et divisionnaires**. Étaient exclus les **appareils non organisationnels, les biens de TI utilisés dans l’Environnement classifié de la GRC et le matériel que Services partagés Canada détient et gère**.

Méthode

La vérification s’est déroulée de septembre 2024 à juillet 2025. L’équipe de vérification a eu recours à diverses techniques, notamment la tenue d’entrevues, l’examen de documents et de dossiers, des visites sur place et des analyses comparatives. Un échantillon de biens logiciels a été sélectionné afin d’évaluer les contrôles généraux pour le suivi des licences et les garanties. Les analyses comparatives ont été réalisées à partir d’observations provenant de vérifications sur la gestion des biens de TI effectuées par d’autres organismes gouvernementaux. (Voir l’annexe C pour en savoir plus sur la méthode d’analyse comparative.)

Divisions et détachements/groupes sélectionnés pour la vérification

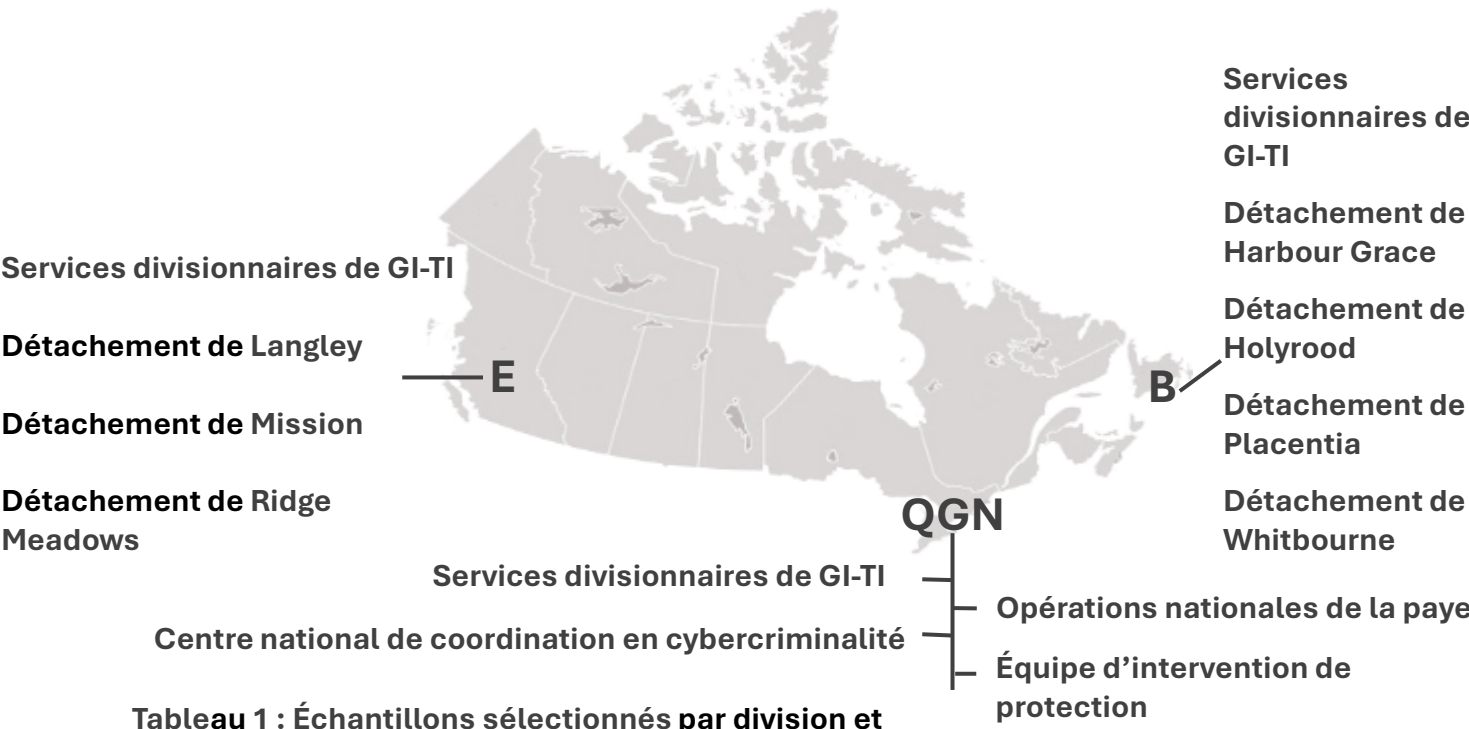


Tableau 1 : Échantillons sélectionnés par division et type de bien

Division	Ord. de bureau	Ord. portatifs	PTM*	Total
E	18	18	15	51
B	20	23	6	49
QGN	12	28	11	51
Total	50	69	32	151

*PTM = Poste de travail mobile



Énoncé de conformité

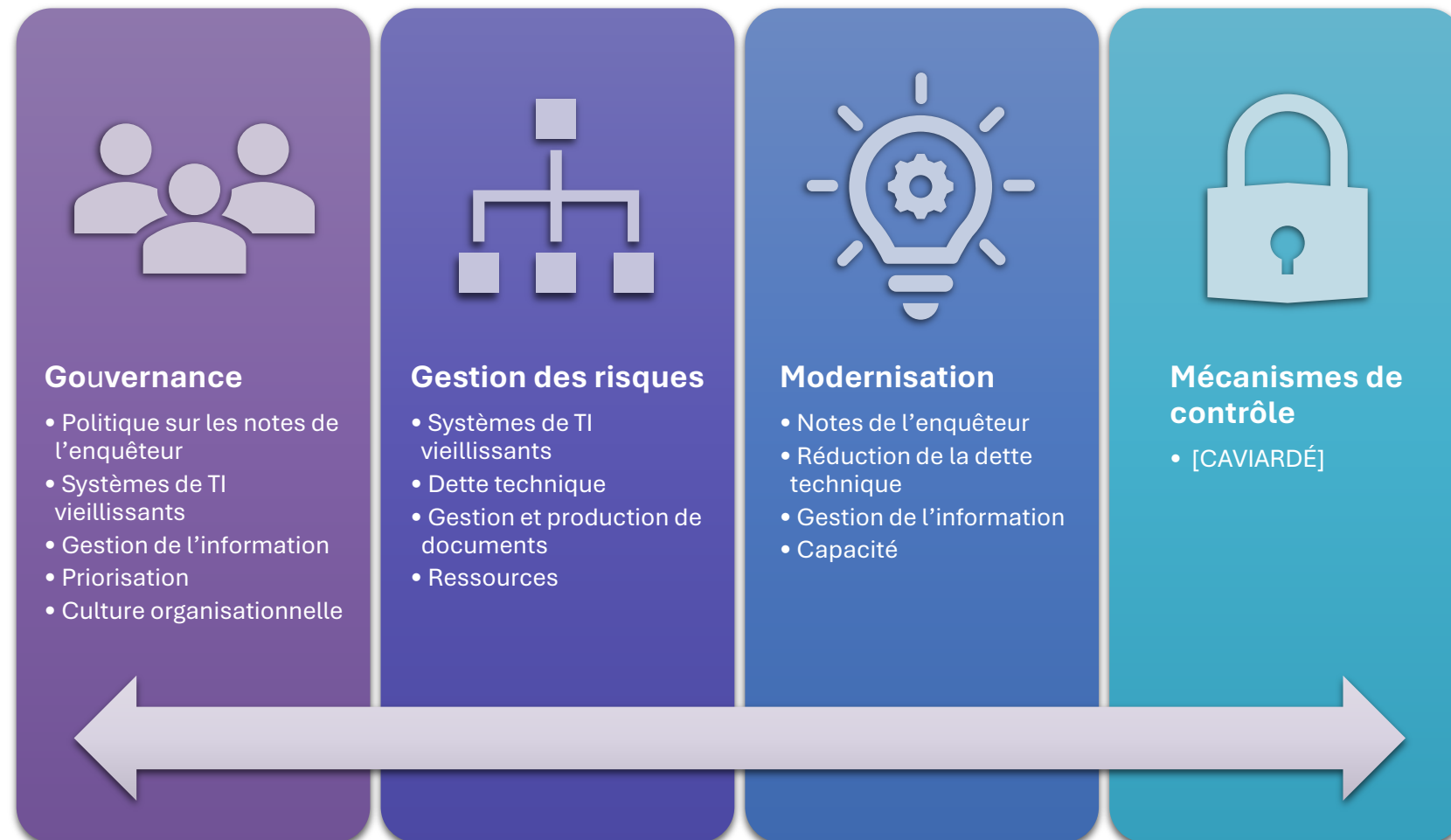
La mission de vérification est conforme aux normes applicables du Cadre international de référence des pratiques professionnelles de l’Institut des auditeurs internes et de la Directive sur la vérification interne du Conseil du Trésor, comme en témoignent les résultats du programme d’assurance et d’amélioration de la qualité.

Risques horizontaux liés à la GI-TI ayant une incidence sur la GRC

Selon les résultats de missions récentes de vérification interne concernant la GI-TI, plusieurs observations horizontales relatives aux risques liés à la GI-TI à la GRC ont été formulées :

- L'organisation connaît des **problèmes relativement à la gouvernance et aux capacités en matière de GI-TI**.
- Il est plus difficile pour l'organisation de régler ces problèmes en raison de sa **structure décentralisée et de priorités organisationnelles concurrentes**.
- Ces problèmes de GI-TI **peuvent empêcher la GRC d'atteindre ses objectifs de modernisation**.

Les secteurs d'activité s'emploient à éliminer ces risques en mettant en œuvre des plans d'action de la direction découlant de recommandations de vérification formulées dans le cadre de ces missions.



Rôles et responsabilités – Gestion des biens de TI

Conformément à la politique, la gestion des biens de TI est une responsabilité que se partagent la Gestion générale et Contrôle (GGC) et le Programme numérique :

- La dirigeante principale des Finances est responsable de tous les biens de l'organisation, y compris les biens de TI.
- La dirigeante principale du Numérique est responsable de la gestion des services de TI.
- Les dirigeants divisionnaires de l'Informatique (DDI) sont responsables de la gestion des biens de TI.
- Le dirigeant principal de la Sécurité est responsable de la gouvernance en matière de sécurité des TI.

Gestion des acquisitions, du matériel et de l'actif

- Responsable d'établir et de tenir à jour un cadre de gestion des biens matériels conformément à la politique du Conseil du Trésor (CT), qui prévoit des mécanismes de surveillance, de planification et de rapport.

Cybersécurité, Soutien des opérations et des plateformes

- Responsable d'assurer un soutien informatique, ce qui comprend la gestion des normes matérielles et logicielles pour les appareils en milieu de travail, et la gestion des services de TI.

Stratégie numérique et Gouvernance et Soutien des programmes

- Responsable d'établir les instruments d'acquisition utilisés pour l'achat des biens de TI.

Gestion générale et Contrôle

Programme numérique

Divisions

Sécurité ministérielle

- Responsable d'établir la gouvernance et les politiques en matière de sécurité des TI conformément aux politiques du CT et aux directives du Centre de la sécurité des télécommunications.

Commandants divisionnaires

- Responsables de la surveillance des ressources humaines, financières et matérielles des divisions.

Dirigeants divisionnaires de l'Informatique (DDI)

- Responsables de la planification, de l'acquisition, de l'exploitation, de la maintenance et de l'élimination des biens de TI conformément aux politiques, aux procédures et aux directives de la GRC.

Groupes et employés

- Responsables de l'administration des biens de TI qui leur sont confiés.

Modèles de prestation de services de gestion des biens de TI divisionnaires

Les trois divisions ayant fait l'objet de la vérification étaient structurées différemment et chacune utilisait divers modèles de prestation de services pour effectuer des activités semblables liées à la gestion des biens de TI.



Division E

- Gestion de bout en bout du cycle de vie des biens par les services divisionnaires de GI-TI (sauf pour les clés UBS).
- Ce sont les services divisionnaires de GI-TI qui contrôlent les groupes de nature comptable pour les biens de TI.
- Les administrateurs de réseaux locaux (RL) qui travaillent dans les détachements provinciaux [CAVIARDÉ]
- Dans les détachements municipaux, il y a des administrateurs de RL qui travaillent sur place et [CAVIARDÉ]
- Le suivi des biens est une responsabilité que se partagent les groupes et les services divisionnaires de GI-TI.

Division B

- Gestion de bout en bout du cycle de vie des biens par les services divisionnaires de GI-TI (sauf pour les clés UBS).
- Ce sont les services divisionnaires de GI-TI qui contrôlent les groupes de nature comptable pour les biens de TI.
- Les administrateurs de RL ne travaillent pas habituellement dans les détachements.
- Processus centralisé pour le suivi et le renouvellement continu des biens.

Division du QGN

- Transition à un nouveau modèle (avril 2025).

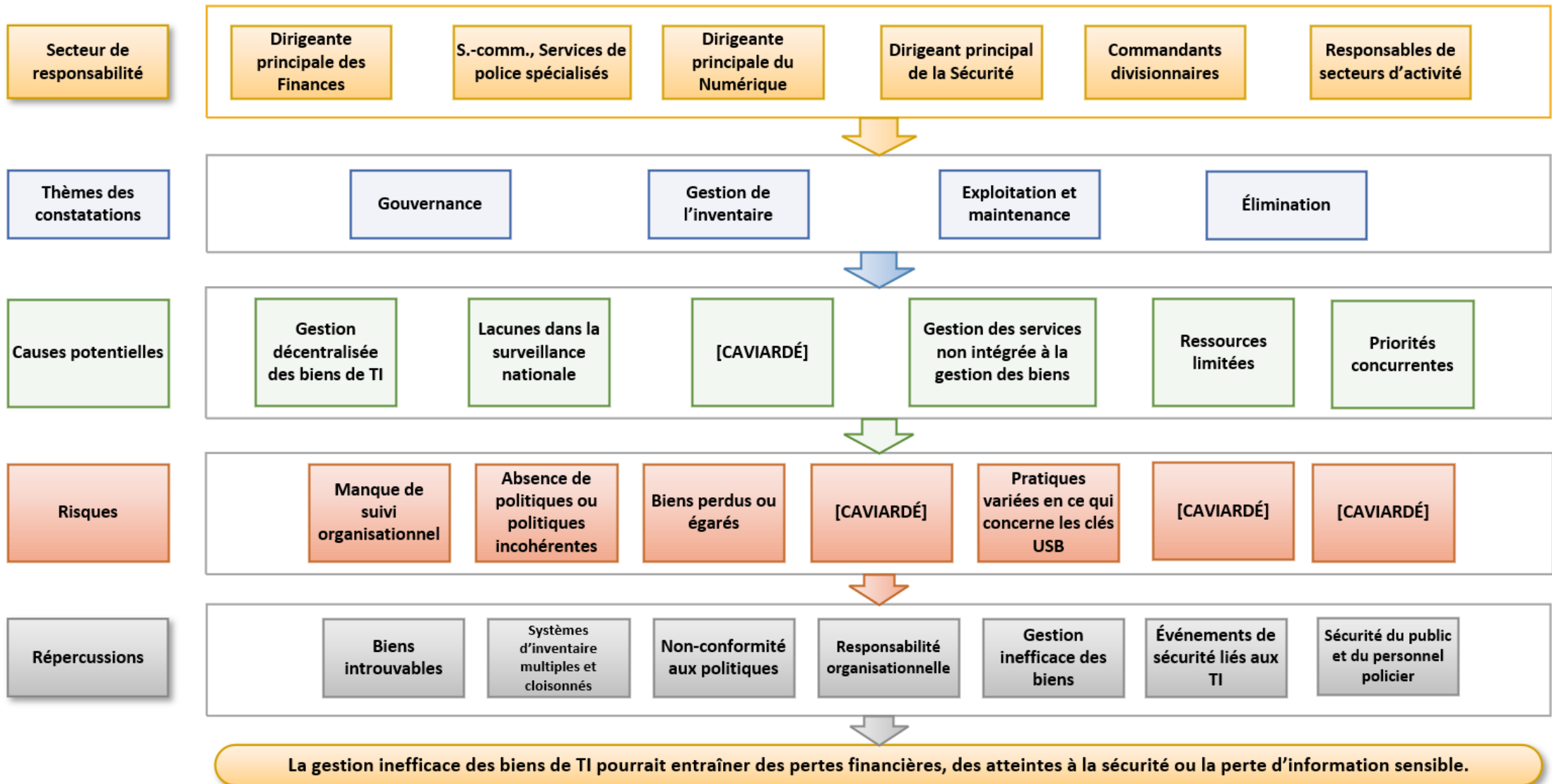
Ancien modèle :

- Les services divisionnaires de GI-TI sont responsables de la distribution et de l'élimination des biens de TI (sauf les clés USB) et offrent un soutien pour les acquisitions.
- Ce sont les équipes qui contrôlent les groupes de nature comptable pour les biens de TI. Elles sont responsables des acquisitions (par l'intermédiaire des services divisionnaires de GI-TI), du renouvellement continu et du suivi des biens.

Nouveau modèle :

- Processus centralisé pour le suivi et le renouvellement continu des biens.
- Ce sont les services divisionnaires de GI-TI qui contrôlent les groupes de nature comptable pour les biens de TI.

*Les administrateurs de RL sont responsables de la gestion et de la maintenance des réseaux dans une région donnée.



Constatation n° 1 : Des améliorations pourraient être apportées à la gouvernance et à la surveillance organisationnelles de la gestion de certains biens de TI et des processus connexes.

Une gouvernance efficace est importante pour atténuer les risques et garder le contrôle des biens de TI. Cela comprend l'attribution de rôles, la mise en œuvre de politiques et la surveillance continue des activités liées aux biens. La vérification visait à déterminer si les pratiques de gouvernance fournissaient une orientation et une surveillance adéquates pour protéger les biens, et assurer la conformité et la prise de décision éclairée pendant le cycle de vie des biens.

Les rôles et les responsabilités sont généralement compris et documentés.

- Les rôles et les responsabilités pour la gestion des biens de TI sont définis et documentés dans les politiques du Conseil du Trésor et les manuels de la GRC; **il ressort de la vérification que les personnes qui assurent la gestion des biens de TI comprennent généralement leurs rôles et leurs responsabilités.**
 - Cela inclut la Sécurité ministérielle, à qui il revient d'établir les mécanismes de gouvernance en matière de sécurité.
- Toutefois, les **priorités concurrentes du Programme numérique et de GGC** ont entraîné la surveillance cloisonnée des biens de TI :
 - Du point de vue de GGC, le suivi des biens de TI est axé sur la responsabilisation, la saine gestion et les rapports financiers (étapes d'évaluation, de planification et d'acquisition dans le cycle de vie des biens).
 - Du point de vue du Programme numérique, le suivi des biens de TI est axé sur la gestion du cycle de vie et vise à faire en sorte que les employés disposent d'outils de TI qui fonctionnent.
 - [CAVIARDÉ]



Même si la GRC a des politiques en place (*Manuel de la gestion de l'actif* – partie 1) qui définissent les rôles et les responsabilités, la dernière mise à jour du manuel remonte à 2008 et celui-ci doit être modifié pour être conforme à la structure organisationnelle actuelle. Au moment de la vérification, des travaux étaient en cours pour mettre à jour le manuel et les documents d'orientation connexes.



Les politiques et les procédures en place pour appuyer les processus de gestion des biens de TI sont généralement suffisantes.

- À l'échelle nationale, la vérification a révélé que les **politiques et les manuels en place prévoyaient un cadre et des directives adéquats** pour appuyer la prise de décision stratégique.
 - Les manuels de sécurité établissent les exigences en ce qui concerne l'utilisation appropriée des biens de TI.
- Toutefois, il y a des **lacunes au niveau divisionnaire** lorsqu'il s'agit d'appliquer les exigences des politiques et de documenter les procédures liées aux politiques nationales.
 - [CAVIARDÉ]

Équité, diversité et inclusion, analyse comparative entre les sexes Plus, langues officielles et accessibilité

Les centres de décision ont souligné que le meilleur moment pour intégrer des considérations liées à leur domaine d'expertise est à l'étape de l'évaluation des besoins. Cependant, en ce qui concerne les biens de TI visés par la vérification, aucun des centres de décision n'avait participé à l'évaluation des besoins pour ces biens. L'équipe de vérification a noté que les centres de décision n'avaient aucune préoccupation relativement à ces biens de TI au moment de la vérification et que le Programme numérique était le mieux placé pour examiner les biens en tenant compte des exigences des politiques.



Des activités de surveillance sont en place pour les biens de TI clés.

- À l'échelle organisationnelle, le Comité de surveillance des investissements et d'établissement des priorités (CSIP) et le Comité sur les investissements numériques (CIN) sont chargés d'examiner et d'approuver les nouveaux investissements numériques proposés dans le contexte de la planification des investissements stratégiques.
- À l'échelle nationale, il n'y a pas de comité supérieur spécialisé chargé précisément de la gestion des biens de TI. Toutefois, les activités de surveillance nationale suivantes sont en place :
 - Le Programme numérique, en consultation avec les divisions, établit les paramètres pour l'acquisition de biens.
 - Des **plans de maintenance** nationaux **existent**, la Section des outils informatiques des utilisateurs étant responsable d'installer les mises à jour et les correctifs de sécurité.
 - Des téléconférences mensuelles ont lieu avec le personnel des divisions pour s'assurer de répondre aux besoins.
 - Le Programme numérique a eu recours à la **surveillance active axée sur les systèmes** pour s'assurer que les ordinateurs portatifs, les ordinateurs de bureau et les PTM connectés au réseau de la GRC reçoivent les dernières mises à jour logicielles et les correctifs de sécurité; des **mécanismes sont en place pour traiter les cas particuliers**, en collaboration avec les services divisionnaires de GI-TI.
- Au niveau divisionnaire, les DDI sont responsables de la gestion des biens de TI en collaboration avec l'État-major divisionnaire (sauf pour le QGN).
 - Selon les personnes interviewées dans les divisions, le **calendrier de renouvellement continu** des ordinateurs portatifs, des ordinateurs de bureau et des PTM facilite la surveillance et permet de prévoir et de planifier le financement.
 - La surveillance physique des biens utilisés est décentralisée (elle se fait au niveau des groupes).
- **La gestion et la surveillance des clés USB sont décentralisées** (d'autres constatations connexes sont présentées aux diapositives 18 et 19).

La formation en gestion des biens de TI est offerte surtout en milieu de travail compte tenu des divers modèles de prestation de services en place à la GRC.

Les personnes interviewées n'ont pas signalé de préoccupations majeures quant aux pratiques de formation actuelles et ont indiqué que la gestion des biens de TI est moins technique que d'autres secteurs de GI-TI.



Pourquoi c'est important

- Bien que la gestion décentralisée des biens de TI puisse accroître la souplesse et la capacité de réaction, les constatations de la vérification soulignent la nécessité de **renforcer la gouvernance** pour faire face aux principaux risques :
 - **Conformité aux politiques** – une gouvernance non uniforme à l'égard des différentes catégories de biens pourrait entraîner des pistes de vérification incomplètes ou la **non-conformité aux politiques et aux priorités organisationnelles**.
 - **Politiques désuètes** – peuvent engendrer de la confusion quant aux rôles et aux responsabilités et affaiblir le cadre qui appuie la gestion globale des biens de TI.
 - [CAVIARDÉ]
 - [CAVIARDÉ]
- À la suite des vérifications visant les systèmes de TI vieillissants et les processus de gestion et de production de documents, les Services de police spécialisés et le Programme numérique prennent des mesures concrètes pour renforcer la gouvernance en ce qui concerne les systèmes de TI vieillissants, la dette technique et la gestion de l'information. Bien que distincte de la gestion des biens de TI, l'amélioration de la gouvernance dans ces domaines pourrait aussi contribuer à renforcer la gérance globale des ressources de GI-TI de l'organisation.



Analyse comparative – Comment se situent les autres?

Un examen des rapports de vérification d'autres organismes gouvernementaux a permis de relever les points forts et les points faibles suivants dans la gouvernance de la gestion des biens de TI :

Points forts

- La plupart des organismes ont mis en place des politiques et des structures de gouvernance officielles.
- En général, les rôles et les responsabilités sont définis à un niveau supérieur.

Points faibles

- Absence de surveillance centralisée ou de coordination panorganisationnelle.
- Responsabilités fragmentées à l'échelle des groupes.



Constatation n° 2 : [CAVIARDÉ]

La gestion de l’inventaire et le suivi de biens de TI jouent un rôle important pour assurer la disponibilité, la sécurité et la responsabilité en ce qui concerne les biens technologiques tout au long de leur cycle de vie. La vérification a examiné si les pratiques actuelles appuyaient efficacement la tenue de registres complets et exacts sur les biens afin de permettre une surveillance efficace de ceux-ci tout au long de leur cycle de vie.

Divers outils sont en place pour suivre et surveiller les biens de TI au niveau des divisions et des groupes, [CAVIARDÉ]

[CAVIARDÉ]

- La vérification a révélé que **le suivi de l’inventaire des biens de TI variait d’une division et d’un groupe à l’autre** :
 - La Division E utilise le système Service Desk Express au niveau divisionnaire et des tableurs au niveau des détachements.
 - La Division B utilise un tableur géré de façon centralisée, et aucun suivi n’est effectué au niveau des détachements.
 - Les processus de suivi de la Division du QGN sont en transition : avant avril 2025, le suivi était effectué au niveau des groupes; depuis avril 2025, un suivi centralisé est effectué par les services divisionnaires de GI-TI.
 - [CAVIARDÉ]
- Un outil clé en place pour **faciliter le suivi de l’inventaire consistait à utiliser des étiquettes d’identification des biens**.
 - Ces étiquettes sont apposées sur les biens et comportent l’information pertinente.
- [CAVIARDÉ]
- [CAVIARDÉ]
 - Depuis récemment, dans le cadre de son nouveau modèle de prestation de services, la Division du QGN attribue les biens (p. ex. ordinateurs portatifs) à des personnes plutôt qu’à des postes ou à des groupes afin d’en faciliter le suivi.

Diverses étiquettes de bien utilisées

[CAVIARDÉ]

[CAVIARDÉ]

[CAVIARDÉ]

[CAVIARDÉ]

La vérification a révélé qu'en général, les contrôles relatifs à la gestion des biens de TI étaient bien respectés, [CAVIARDÉ]



Emplacement physique

- **Test :** Les biens échantillonnés à partir des registres devraient se trouver physiquement dans les locaux du détachement/groupe.
- **Résultat : Taux de conformité de 98 %;** 78 des 80* biens examinés selon la pratique « du registre à l'étagère » ont été physiquement localisés.
- **Lacune :** Deux biens n'ont pas été retrouvés (la direction a été informée de la situation et il a été confirmé que ceux-ci étaient « inactifs » et n'étaient pas connectés au réseau ROSS).

**L'échantillon de 151 biens a été divisé afin de tester 80 biens selon la pratique « du registre à l'étagère » et 71 biens selon la pratique « de l'étagère au registre ».*

Selon la vérification, le taux de conformité pour les biens testés selon la pratique « de l'étagère au registre » était de 100 %.



Existence d'une étiquette de bien

- **Test :** Les biens échantillonnés portent une étiquette contenant l'information d'identification pertinente.
- **Résultat : Taux de conformité de 97 %;** 142 des 146** biens examinés portaient une étiquette contenant de l'information d'identification.
- **Lacune :** Les quatre biens qui ne portaient pas d'étiquettes d'identification étaient des postes de travail mobiles.
- Trois de ces quatre biens portaient une autre étiquette sur laquelle figurait le numéro de poste de travail (WSID).

*** Cinq biens ont été retirés étant donné que l'équipe de vérification n'a pas été en mesure de les observer physiquement. Par conséquent, l'existence d'étiquettes de bien et leur lisibilité n'ont pas été évaluées (deux biens étaient introuvables et trois se trouvaient hors site).*



Exactitude des registres

- **Test :** L'information figurant sur l'étiquette de bien devrait être exacte et correspondre à celle contenue dans les registres divisionnaires et des groupes (s'il y a lieu).
- **Résultat : Taux de conformité de 83 %;** pour 114 des 138*** biens examinés, il y avait des divergences entre l'information figurant sur l'étiquette et celle contenue dans les registres divisionnaires ou du groupe.
- **Lacune :** Pour 24 biens, il y avait des divergences entre l'information figurant sur l'étiquette et les registres locaux ou divisionnaires (emplacement du bien, marque/modèle, dates de garantie).

**** 13 biens ont été retirés étant donné qu'ils étaient partagés entre plusieurs groupes et que le groupe échantillonné n'avait pas accès aux registres sur les biens.*



Lisibilité des étiquettes de bien

- **Test :** L'information figurant sur l'étiquette de bien devrait être lisible.
- **Résultat : Taux de conformité de 93 %;** 136 des 146** biens examinés portaient une étiquette sur laquelle l'information était parfaitement lisible.
- **Lacune :** Neuf étiquettes étaient partiellement lisibles; une était totalement illisible.

[CAVIARDÉ]



Matériel approuvé

- **Test :** Les biens échantillonnés sont approuvés par la GRC.
- **Résultat : Taux de conformité de 100 %;** la totalité des 151 biens matériels figurait sur la liste du matériel approuvé par la GRC.

[CAVIARDÉ]

[CAVIARDÉ]



Les pratiques relatives aux clés USB ne sont pas conformes aux exigences de la politique.

L’équipe de vérification a interviewé 36 employés dans trois divisions afin d’observer les pratiques relatives aux clés USB.

- Les normes de la Sécurité ministérielle prévoient que **des personnes autorisées pourraient avoir besoin, pour des raisons opérationnelles, d’utiliser une clé USB** pour transférer d’importantes quantités de données vers ou depuis une ressource réseau ou un poste de travail ROSS de la GRC dans le cadre de leurs fonctions.
 - Un registre doit être tenu pour chaque clé USB afin d’enregistrer son emplacement et les détails de tous les transferts de données effectués (p. ex. personne effectuant le transfert, date et heure du transfert, et liste des fichiers transférés).
- [CAVIARDÉ]
- [CAVIARDÉ]

Clés USB fournies par les groupes

- Dix-sept des 36 employés interviewés détenaient une clé USB qui leur avait été fournie par leur groupe.
- Les clés USB fournies par les groupes servaient à diverses fins : transférer des documents, stocker de l’information destinée au tribunal, des données vidéo et de surveillance ou des données d’enquête, etc.
- [CAVIARDÉ]

Clés USB personnelles

- [CAVIARDÉ]
- [CAVIARDÉ]
- [CAVIARDÉ]

Division	Clés USB fournies par le groupe	Chiffrées	[CAVIARDÉ]
E	11	10	[CAVIARDÉ]
B	2	1	[CAVIARDÉ]
QGN	4	2	[CAVIARDÉ]
Total	17	13	[CAVIARDÉ]

Division	Clés USB personn.	Chiffrées	[CAVIARDÉ]
E	4	4	[CAVIARDÉ]
B	5	1	[CAVIARDÉ]
QGN	1	0	[CAVIARDÉ]
Total	10	5	[CAVIARDÉ]

Risques liés aux clés USB



- [CAVIARDÉ]
- [CAVIARDÉ]



[CAVIARDÉ]

Initiatives récentes

Programme de remplacement des clés USB (*USB Bounty*)

- En juillet 2025, la **Division E** a lancé un **programme de remplacement des clés USB** afin de recueillir et de détruire les clés USB non autorisées, et de fournir aux utilisateurs autorisés des clés USB chiffrées et répertoriées.
- Ce programme a aussi pour but de faire connaître les solutions de rechange approuvées (p. ex. OneDrive/MS Teams/M365, Secure File Transfer, Liquid Files) ainsi que les obligations des utilisateurs en ce qui concerne les clés USB et leur usage général.

Signalement des événements de sécurité

- En juillet 2025, la **Sécurité ministérielle** a mis en œuvre **une nouvelle icône pour le Programme de signalement des événements de sécurité sur tous les bureaux des employés de la GRC** afin de faciliter le signalement de ces événements.



Logiciel de chiffrement des clés USB

- En mai 2025, la **Division K** a mis en place un nouveau logiciel de chiffrement de clés USB – [CAVIARDÉ]
- Ce logiciel vise à aider les utilisateurs à chiffrer les clés USB au moyen de BitLocker et à en faciliter la surveillance.

Gestion des biens logiciels

Les pratiques de suivi des licences de logiciels varient d'une division à l'autre et il n'existe pas de surveillance centralisée des licences non organisationnelles. [CAVIARDÉ]

Logiciels gérés par l'organisation

- Les logiciels organisationnels courants (p. ex. Microsoft, Adobe, Antidote) sont gérés de façon centralisée par le Programme numérique.
- La vérification a permis de confirmer **l'existence de contrôles système permettant d'identifier les biens logiciels installés sur les outils informatiques**. Il est ainsi possible de surveiller les logiciels approuvés et de vérifier si les correctifs les plus récents ont été installés.

Suivi des logiciels non organisationnels

Division E :

- **Le suivi des licences de logiciels est assuré de façon centralisée, au même titre que des biens, et celles-ci sont liées au matériel informatique.**
- Le suivi des dates d'expiration des licences de logiciels non organisationnels incombe aux groupes, ce qui augmente le risque de surveillance non uniforme.

Division B :

- **La Division tient un registre central, mais compte sur les détachements pour envoyer de façon proactive les bons de commande afin de s'assurer que les registres sont complets.**
- [CAVIARDÉ]

Division du QGN :

- **Aucun mécanisme officiel n'est en place pour assurer le suivi des licences de logiciels au niveau divisionnaire.** La responsabilité de tenir un inventaire, de conserver les preuves d'achat, etc., incombe aux groupes.
- [CAVIARDÉ]



Le Projet de modernisation de la gestion des services de TI offrira une solution nationale pour la gestion des services, mais sans intégrer de capacités de gestion de l'inventaire et des biens.



- Selon la plupart des gestionnaires interviewés, l'une des **principales améliorations à apporter en matière de gestion des biens de TI serait de mettre en place un système d'information organisationnel** permettant d'assurer le suivi de tous les biens de TI pendant leur cycle de vie et pouvant être utilisée par toutes les divisions.
- Le Programme numérique mène actuellement un projet de modernisation de la gestion des services de TI consistant à **remplacer le système actuel de gestion des billets d'assistance informatique, Service Desk Manager (SDM), par le Système de gestion des actifs et des services de TI (SGASTi)**.
- Le SGASTi vise à moderniser et à transformer la prestation de services en automatisant les processus, en réduisant les risques et en prévenant les points de défaillance dans le déroulement des opérations de services de TI.
- Au cours de la vérification, la direction a précisé que le SGASTi comporterait un module intégré de suivi des biens. Toutefois, en raison de contraintes financières, le projet a été redéfini depuis et ne fournira que la fonctionnalité de gestion des services, [CAVIARDÉ]
- La phase 1 de la mise en œuvre, initialement prévue pour janvier 2025, a été reportée et, **en juillet 2025, le système n'avait toujours pas été mis en œuvre**. Une formation en vue de l'utilisation de ce système est en cours pour les employés du Programme numérique, les services divisionnaires de GI-TI et les groupes de soutien dans les secteurs de programme ayant des rôles de gestion des services de TI.

Pourquoi c'est important

- Il est important pour toute organisation de tenir un inventaire exact et à jour de ses biens de TI, puisque cela permet d'améliorer :
 - [CAVIARDÉ]
 - **les opérations de TI – contribue à une gestion efficace et efficiente du cycle de vie des biens** en réduisant les temps d'arrêt, en facilitant le soutien informatique, en assurant la conformité aux politiques et en évitant les achats redondants ou inutiles;
 - **la planification stratégique** – fournit des **données adéquates pour la planification des TI et les décisions en matière d'investissements** (p. ex. transformation numérique).
- [CAVIARDÉ]



Analyse comparative – Comment se situent les autres?

Un examen des rapports de vérification d'autres organismes gouvernementaux a permis de relever les points forts et les points faibles suivants en matière de suivi de l'inventaire :

Points forts

- La plupart des organismes utilisaient des outils d'inventaire tels que System Center Configuration Manager et Axios Assyst pour assurer le suivi des biens.
- Certains organismes avaient commencé à intégrer les inventaires des biens matériels et des biens logiciels.

Points faibles

- Les inventaires étaient souvent incomplets ou n'étaient pas à jour, ou aucun rapprochement n'était effectué avec les biens physiques.
- Absence d'automatisation et de suivi en temps réel.
- Faible intégration entre les systèmes d'achat, d'inventaire et d'élimination.



Constatation n° 3 : Des mécanismes sont en place pour assurer la maintenance des biens matériels tout au long de leur cycle de vie.

Étapes cruciales du cycle de vie, l'exploitation et la maintenance des biens de TI permettent de garantir la sécurité, le bon fonctionnement et la rentabilité des biens. La vérification a consisté à déterminer si les mises à jour et les correctifs de sécurité étaient appliqués en temps opportun, si des normes de renouvellement continu étaient en place et si le remplacement des biens était effectué conformément aux politiques.

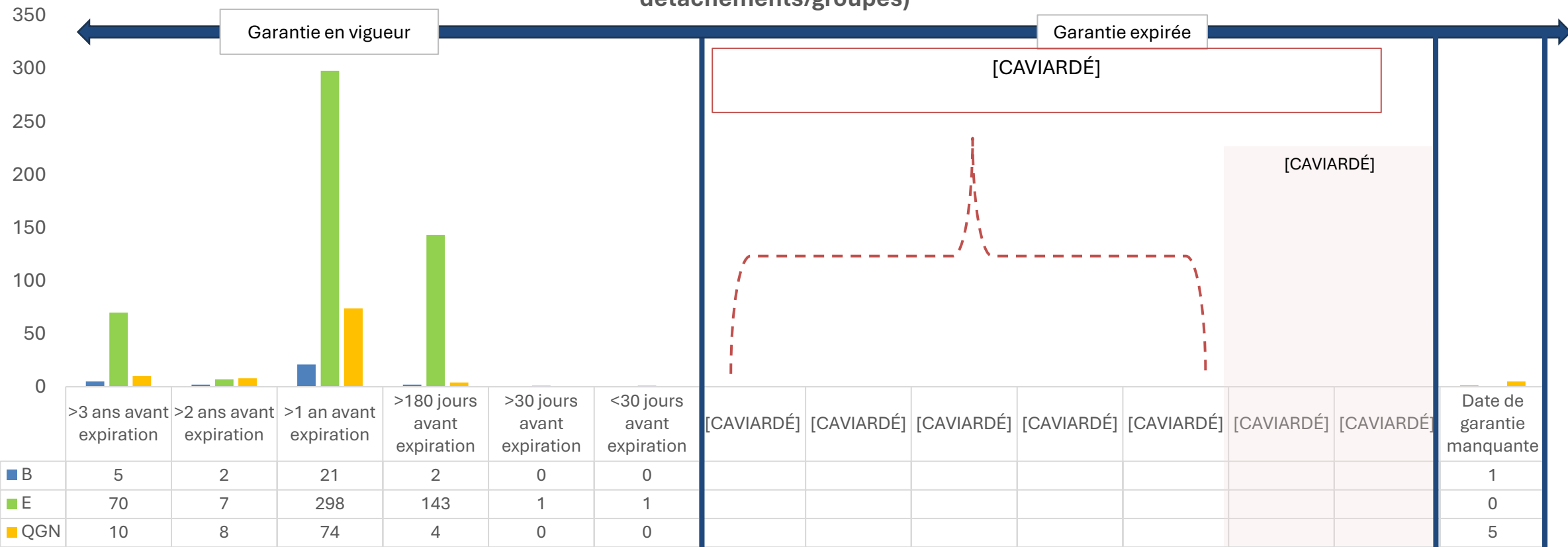
Bien que des plans nationaux de maintenance et des processus divisionnaires de renouvellement des biens de TI soient en place, il serait possible d'améliorer le suivi effectué au niveau organisationnel afin de faciliter les décisions d'investissement en ce qui concerne le matériel informatique et les garanties connexes.

- Le Programme numérique a mis en place des plans nationaux de maintenance pour les biens de TI.
 - Une **surveillance périodique des systèmes est effectuée pour détecter les ordinateurs obsolètes ou non mis à jour**; le Centre des opérations de sécurité ou la Section des outils informatiques des utilisateurs (SOIU) informera les gestionnaires divisionnaires de la GI-TI afin qu'ils localisent les ordinateurs vulnérables et les mettent à niveau ou les remplacent.
 - Certaines mises à jour logicielles nécessitent l'intervention de l'utilisateur final (p. ex. Centre logiciel), alors que les mises à jour essentielles sont automatiquement déployées à l'échelle nationale par la SOIU.
 - Les demandes de service sont effectuées par l'entremise de SDM et transmises aux services divisionnaires de GI-TI (ou à l'administrateur de RL); les réparations peuvent concerner soit les logiciels, soit le matériel.
- Les **biens de TI échantillonnés étaient soumis à des normes de mise à jour semblables** dans les trois divisions :
 - Les ordinateurs de bureau et les ordinateurs portatifs sont achetés avec une garantie du fabricant de trois ans.
 - Les postes de travail mobiles sont achetés avec une garantie du fabricant de cinq ans.
 - Les services divisionnaires de GI-TI fournissent une assistance informatique supplémentaire pendant deux ans pour ces biens (après la période de garantie).
- Les normes de renouvellement continu étaient semblables d'une division à l'autre, mais la vérification a relevé des différences dans la mise en œuvre de ces normes, ce qui pourrait entraîner une exposition inégale aux risques et des lacunes technologiques.
- Dans la **Division E**, le plan annuel de TI sert de base pour les prévisions. **Un processus officiel de renouvellement continu est toujours en cours d'élaboration**, mais les biens de TI sont achetés en gros de façon proactive et attribués en fonction de la demande. Des efforts sont en cours pour améliorer les capacités de prévision et s'assurer que les niveaux d'inventaire répondent aux besoins divisionnaires.
- Dans la **Division B**, les dates d'expiration des garanties sur les biens de TI guident les efforts de renouvellement continu, et des remplacements sont prévus afin de garantir que les employés disposent de matériel à la fine pointe de la technologie.
- Dans le cadre de l'adoption, par la Division du **QGN**, d'un modèle de prestation de services centralisé, le processus de renouvellement continu sera centralisé afin de réduire les dépenses inutiles et les renouvellements prématurés; toutefois, **aucun processus normalisé n'était encore en place** au moment de la vérification.
 - La Division du QGN envisage aussi de redistribuer les biens usagés (dans une plage d'âge acceptable) entre les employés, en centralisant les pièces de rechange aux fins de déploiement, s'il y a lieu.



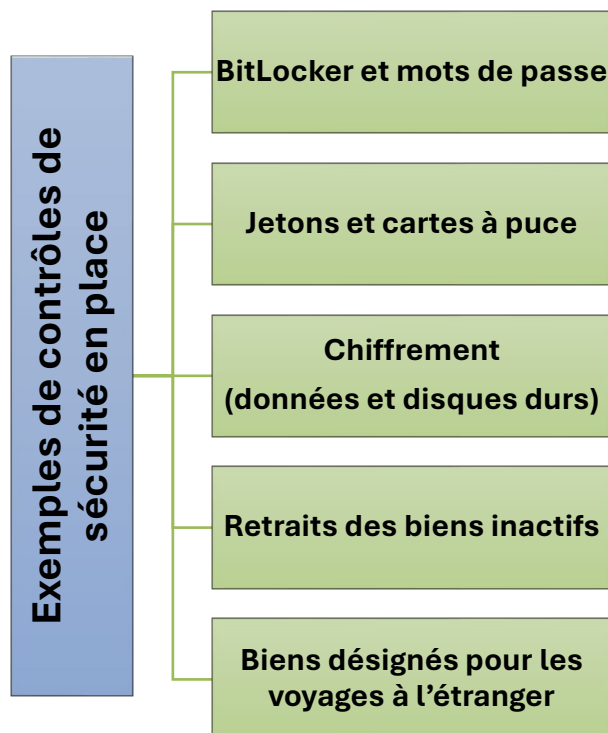
Âge des biens et état des garanties

Graphique 1 : Comparaison de l'âge des biens de TI en mai 2025, par division (inventaire complet des détachements/groupes)



[CAVIARDÉ]

En général, des mécanismes de sécurité sont en place pour protéger les biens de TI contre toute atteinte à la sécurité ou utilisation abusive.



- L'équipe de vérification a obtenu des preuves de la SOIU confirmant que le Programme numérique **surveille les biens de TI qui n'ont pas reçu les derniers correctifs de sécurité**; par exemple, on a récemment demandé aux services divisionnaires de GI-TI de localiser chacun de ces biens dans les divisions et de les remplacer ou de les mettre à niveau.
 - La SOIU a aussi fourni la preuve de la mise en œuvre de correctifs en cours pour les systèmes d'exploitation.
 - Services partagés Canada est chargé de fournir ces correctifs, alors que la SOIU les coordonne et les approuve.
 - [CAVIARDÉ]
 - Comme les postes de travail mobiles ne sont pas toujours connectés au réseau, leurs correctifs de sécurité sont téléchargés manuellement; ils sont mis à jour selon un calendrier et leur suivi est assuré au niveau divisionnaire.
- [CAVIARDÉ]
- Selon la vérification, les trois divisions entreposaient leurs biens de TI conformément aux exigences de la Sécurité ministérielle.
 - Les personnes interviewées n'avaient aucune préoccupation en ce qui concerne l'entreposage des biens, **mais elles estimaient souvent qu'un espace de rangement supplémentaire serait utile.**



Pourquoi c'est important

- **Des pratiques rigoureuses de maintenance et de renouvellement continu des biens de TI permettent d'en garantir la fiabilité et la sécurité, et de s'assurer que ceux-ci sont couverts par la garantie pendant tout leur cycle de vie.** Cependant, des risques organisationnels majeurs subsistent :
 - [CAVIARDÉ]
 - **Optimisation des coûts** – un processus décentralisé de renouvellement continu peut entraîner des cycles de mise à niveau incohérents, un surinvestissement ou un sous-investissement dans les biens et des occasions manquées d'optimiser la valeur du cycle de vie.
 - [CAVIARDÉ]



Analyse comparative – Comment se situent les autres?

Un examen des rapports de vérification d'autres organismes gouvernementaux a permis de relever les points forts et les points faibles suivantes en matière de maintenance et de renouvellement continu des biens de TI :

Points forts

- Certains organismes disposaient de plans à long terme ou de stratégies de renouvellement pour leurs biens de TI.

Points faibles

- Le matériel de TI vieillissant n'était pas surveillé ni remplacé de façon régulière, ce qui augmentait les risques opérationnels et de sécurité.
- Les biens de faible valeur étaient souvent exclus de la surveillance de la performance.
- Utilisation limitée d'indicateurs de performance pour guider les cycles de renouvellement.



Constatation n° 4 : Des améliorations pourraient être apportées aux pratiques d'élimination de l'organisation.

Élément clé du cycle de vie, l'élimination des biens de TI contribue à protéger les données, à réduire les coûts et à appuyer la réutilisation. La vérification a évalué si **les pratiques d'élimination permettaient de remplir des obligations clés : protéger les données, tenir des registres complets d'élimination et assurer la conformité à l'exigence de la politique du CT d'offrir le matériel informatique excédentaire au Programme des ordinateurs pour les écoles.**

Il existe un système national de TI pour enregistrer les biens de TI éliminés, mais la tenue de registres pourrait être améliorée afin de renforcer la responsabilisation.

- En 2022, le Rapport de réforme des effets de la GRC (formulaire 1989) a été supprimé et remplacé par le formulaire électronique Demande de dessaisissement des biens (DDB) dans le système TEAM. Depuis le 26 juillet 2022, **toutes les demandes et autorisations subséquentes d'élimination de biens doivent être effectuées au moyen du formulaire DDB.**
- Ce processus a été mis en place afin de **simplifier les demandes et les approbations** relatives à tous les biens à éliminer, tout en **améliorant le suivi des biens** à l'échelle nationale.
- La vérification des opérations d'élimination a permis de relever des points à améliorer en ce qui concerne la conservation des documents à l'appui :
 - [CAVIARDÉ]

[CAVIARDÉ]

Le processus d'élimination diffère d'une division à l'autre et une surveillance limitée est effectuée.

- Les divisions E, B et du QGN respectaient toutes la politique du Conseil du Trésor en offrant les biens de TI en fin de vie au Programme des ordinateurs pour les écoles pour le premier droit de refus.
- Les trois divisions utilisaient des procédures différentes pour le nettoyage des disques durs.
 - Les détachements de la Division E visités avaient retiré les disques durs des ordinateurs à donner et [CAVIARDÉ] en attente d'autres directives du service de GI-TI du quartier général de la Division E.
 - Les quartiers généraux des divisions B et E utilisaient [CAVIARDÉ] pour nettoyer les disques durs avant de donner les biens de TI.
 - La Division du QGN retirait les disques durs des biens de TI avant de les donner; [CAVIARDÉ]
- [CAVIARDÉ]
- [CAVIARDÉ]
- [CAVIARDÉ]

Les contrôles de sécurité comme BitLocker et le chiffrement intégral du disque atténuent les risques liés à l'élimination. Ils empêchent l'accès non autorisé aux données en cas de perte, de vol ou de nettoyage incomplet du matériel en fin de vie.

[CAVIARDÉ]

Résumé des observations découlant de la vérification pour l'élimination des biens de TI

Critères	Division E	Division B	QGN
Méthode d'élimination	[CAVIARDÉ]	[CAVIARDÉ]	[CAVIARDÉ]
Nettoyage des disques	[CAVIARDÉ]	[CAVIARDÉ]	[CAVIARDÉ]
Sécurité matérielle	[CAVIARDÉ]	[CAVIARDÉ]	[CAVIARDÉ]
Approbation	[CAVIARDÉ]	[CAVIARDÉ]	[CAVIARDÉ]
Tenue de registres	[CAVIARDÉ]	[CAVIARDÉ]	[CAVIARDÉ]

[Green Box] = [CAVIARDÉ] [Orange Box] = [CAVIARDÉ] [Red Box] = [CAVIARDÉ]

Pourquoi c'est important

- La mise en place d'un processus d'élimination uniforme, appuyé par des registres d'éliminations appropriés et des vérifications périodiques, est essentielle pour qu'une organisation améliore :
 - **la sécurité** – la suppression des données ou l'élimination physique réduit le risque d'atteinte à la sécurité.
 - **les opérations de TI** – aide à faire le suivi des biens de TI et à réduire les risques liés aux biens manquants.
 - **la surveillance** – fournit une documentation de suivi pour démontrer la conformité aux politiques et aux procédures.
- [CAVIARDÉ]

[CAVIARDÉ]

[CAVIARDÉ]

Analyse comparative – Comment se situent les autres?

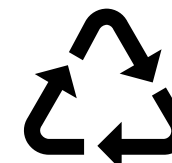
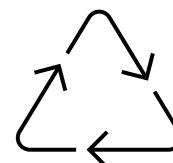
Un examen des rapports de vérification d'autres organismes gouvernementaux a permis de relever les points forts et les points faibles suivants en matière d'élimination des biens de TI :

Points forts

- Les processus d'élimination en place étaient souvent conformes aux politiques et aux normes.
- Certains organismes respectaient les protocoles d'élimination du matériel sensible.

Points faibles

- Les activités d'élimination n'étaient pas documentées ou suivies de façon uniforme.
- Surveillance très limitée du nettoyage des données et de la conformité environnementale.
- Il n'existait pas toujours suffisamment d'information ou de suivi pour les biens perdus ou volés.



La vérification a révélé que des améliorations pourraient être apportées au cadre de gestion des biens de TI et aux contrôles en place, plus précisément :

1. Les politiques sont suffisantes et généralement comprises par les intervenants, mais **des améliorations pourraient être apportées à la surveillance organisationnelle de la gestion de certains biens de TI** et aux processus connexes [CAVIARDÉ]

2. [CAVIARDÉ] Le Projet de modernisation de la gestion des services de TI visait au départ à fournir une solution nationale comportant des capacités intégrées de gestion des biens et de l'inventaire, mais il a connu des retards et sa portée a été revue pour exclure les éléments de gestion des biens et de l'inventaire. La mise en place d'un système national de gestion de l'inventaire contribuerait à améliorer la gestion financière et du cycle de vie, [CAVIARDÉ]

3. Des mécanismes sont en place pour assurer la maintenance des biens de TI pendant leur cycle de vie, mais [CAVIARDÉ]

4. Des **améliorations pourraient être apportées aux pratiques d'élimination de l'organisation, à la surveillance connexe et à la gestion des registres** [CAVIARDÉ]

Il sera nécessaire de relever ces défis pour mettre en place un cadre de gestion des biens de TI bien rodé et intégré, qui appuie l'efficacité opérationnelle, la gérance financière et l'atténuation des risques à l'échelle de l'organisation.

Pour appuyer une gouvernance et une surveillance organisationnelles efficaces, le sous-commissaire supérieur, en collaboration avec la dirigeante principale des Finances et les commandants divisionnaires, doit :

Recommandation	Avantages
1. [CAVIARDÉ] en poursuivant les efforts pour trouver et mettre en œuvre une solution intégrant la gestion des services de TI et le suivi de l’inventaire des biens de TI à l’échelle de l’organisation. Entre-temps, les processus existants devraient être renforcés [CAVIARDÉ]	✓ Accroître l’efficacité de la gestion des biens de TI; ✓ [CAVIARDÉ] ✓ Aider à prendre des décisions éclairées en matière d’investissements dans les biens de TI.
2. Combler les lacunes liées à l’utilisation des clés USB en tirant parti des contrôles système lorsque cela est possible, en continuant de promouvoir l’utilisation d’outils sécurisés pour le transfert de fichiers, en renforçant la culture et la sensibilisation des employés aux politiques connexes, et en mettant en place des processus pour surveiller et assurer la conformité.	✓ [CAVIARDÉ] ✓ Gérer les risques inhérents liés à l’utilisation des clés USB.
3. Combler les lacunes dans l’élimination des biens de TI afin de s’assurer qu’ils sont éliminés rapidement et de façon complète, conformément aux politiques applicables, que la documentation à l’appui existe et qu’un suivi périodique est effectué.	✓ Améliorer les pratiques actuelles d’élimination des biens de TI de l’organisation; ✓ [CAVIARDÉ] ✓ Réduire les risques pour l’organisation.

Objectif de la vérification :

Cette vérification visait à déterminer si le cadre de contrôle de gestion des biens de TI est adéquat et si des contrôles appropriés sont en place pour assurer la gestion de ces biens.

Critère 1

- Une gouvernance efficace pour surveiller la gestion des biens de TI est en place à la GRC.

Critère 2

- La GRC tient un inventaire exact et à jour de ses biens.

Critère 3

- Des mécanismes sont en place pour assurer la maintenance efficace des biens de TI pendant leur cycle de vie.

Critère 4

- La GRC gère efficacement les risques liés à l'élimination des biens de TI.

Recommandation de la vérification	Secteur de responsabilité	Mesures prévues	Date d'agenda
Pour appuyer une gouvernance et une surveillance organisationnelles efficaces, le sous-commissaire supérieur, en collaboration avec la dirigeante principale des Finances et les commandants divisionnaires, doit : 1. [CAVIARDÉ] en poursuivant les efforts pour trouver et mettre en œuvre une solution intégrant la gestion des services de TI et le suivi de l'inventaire des biens de TI à l'échelle de l'organisation. Entre-temps, les processus existants devraient être renforcés [CAVIARDÉ]	Directeur général, Cybersécurité, Soutien des opérations et des plateformes, avec l'appui de GGC	Approuvé La GRC poursuit le travail en vue de la migration du SAP ERP (système général), qui arrive en fin de vie, au nouveau SAP, prévue à l'exercice 2027. Le nouveau système devrait être mis en œuvre en avril ou mai 2027. Pendant cette période, un projet pilote sera effectué pour un petit segment de biens de TI afin d'élaborer graduellement les exigences permettant l'intégration d'une solution nationale à compter d'avril 2028. Par exemple, des discussions avec le Programme numérique concernant un projet pilote pour les biens mobiles (cellulaires) ont commencé (dates et étapes importantes à déterminer). De plus, la Gestion générale travaille actuellement avec la Division E pour intégrer le matériel de GI-TI dans SAP. Pour aider à orienter le développement du nouveau système SAP, le Programme numérique travaillera étroitement avec GGC pour déterminer les exigences organisationnelles liées au suivi des biens de TI. Le Programme numérique collaborera aussi avec les DDI pour simplifier les processus existants et les étendre à l'échelle nationale, tout en validant les données pour appuyer la migration future des données. Entre-temps, le Programme numérique continuera de surveiller les biens de TI au moyen de rapports annuels sur les dépenses et les acquisitions de TI, et des capteurs gérés par le système hôte déployés par le Centre des opérations de cybersécurité aideront à repérer les biens actifs et à déterminer leur état tant qu'ils sont actifs dans l'infrastructure de la GRC. De plus, les DDI continueront de faire le suivi des biens de TI à l'aide des processus existants. La recherche d'une solution logicielle organisationnelle provisoire prendrait trop de temps et ferait double emploi avec ce que le système SAP modernisé offrira.	Avril 2028

Recommandation de la vérification	Secteur de responsabilité	Mesures prévues	Date d'agenda
2. Comblers les lacunes liées à l'utilisation des clés USB en tirant parti des contrôles système lorsque cela est possible, en continuant de promouvoir l'utilisation d'outils sécurisés pour le transfert de fichiers, en renforçant la culture et la sensibilisation des employés aux politiques connexes, et en mettant en place des processus pour surveiller et assurer la conformité.	1. Programme de remplacement des clés USB : DG, Cybersécurité, Soutien des opérations et des plateformes 2. Lecteur partagé et échange de fichiers : DG, Analytique, Données et Gestion de l'information (ADGI)	1. Programme de remplacement des clés USB (USB Bounty) : Le Programme numérique de la GRC met en œuvre une nouvelle solution de chiffrement [CAVIARDÉ] pour les clés USB sur les appareils ROSS. L'initiative forcera tous les utilisateurs à la GRC à chiffrer les clés USB contenant de l'information de la GRC et facilitera ce processus, ce qui réduira considérablement le risque de perte de données ou d'accès non autorisé. Plusieurs divisions ont aussi mené des programmes de remplacement des clés USB, ce qui a aidé à retirer d'anciens dispositifs de la circulation. 2. Lecteur partagé et échange de fichiers : Le Programme numérique de la GRC examine d'autres technologies pour le partage de fichiers, tout en préparant le transfert de la majorité de ses fonds de renseignements à SharePoint Online (SPO). Un projet (Collaboration numérique et Gestion de l'information (CNGI)) est en cours pour mettre en place et configurer SPO avec l'étiquetage de l'information, la classification de sécurité et d'autres métadonnées pour permettre un cycle de vie approprié de la gestion de l'information. La plateforme SPO permettra aussi de collaborer et d'échanger des fichiers dans l'organisation et avec les partenaires et les organismes externes, alors que nous élargissons nos connexions d'accès externe. Cela réduira le besoin de dispositifs externes, comme les clés USB ou les disques durs externes, pour l'échange d'information et de données avec les partenaires et les intervenants. Lorsque le projet CNGI sera mis en œuvre, une formation et des ressources de gestion de l'information seront offertes aux employés pour les aider à utiliser ces outils modernes. Dès que la migration de l'information commencera, les professionnels de la gestion de l'information travailleront avec les secteurs d'activité et les divisions pour organiser et nettoyer leurs renseignements. Ils leur fourniront aussi des conseils et des orientations pour les aider à se familiariser avec les politiques et directives en matière de gestion de l'information, et les outils d'échange et de collaboration. Le projet CNGI débutera à la fin de l'automne 2025 et sa mise en œuvre sera terminée d'ici le premier trimestre de 2026-2027. Cette initiative appuiera aussi la mise hors service de l'infrastructure de TI vieillissante dans l'ensemble de la GRC, ce qui permettra d'accélérer la migration des données et de renforcer la conformité aux normes organisationnelles.	1. Programme de remplacement des clés USB : Phase 1 – Novembre 2025; Phase 2 – Janvier 2026 2. Lecteur partagé et échange de fichiers : Achèvement en octobre 2026

Recommandation de la vérification	Secteur de responsabilité	Mesures prévues	Date d'agenda
	3. One drive : DG, Analytique, Données et Gestion de l'information (ADGI)	3. OneDrive : OneDrive est actuellement à la disposition de tous les utilisateurs à la GRC. Une initiative est en cours pour transférer toute l'information se trouvant dans les lecteurs personnels des employés actuellement hébergés sur une ancienne technologie à l'application OneDrive des employés. Depuis mars 2025, des communications sont envoyées avec des liens vers des ressources documentaires visant à aider les employés à déplacer l'information eux-mêmes, mais une équipe de projet fait aussi l'essai de méthodes pour automatiser le transfert de l'information. D'autres séances d'information sont prévues dans le cadre de l'initiative MS Café, un forum pour en savoir plus sur les produits M365. Ces travaux sont en cours et devraient être terminés d'ici la fin de 2025-2026.	3. One drive : Mars 2026
	4. SPO : DG, Analytique, Données et Gestion de l'information (ADGI)	4. SharePoint Online (SPO) : Comme il est mentionné ci-dessus, SPO est configuré et mis en place pour en faire la prochaine solution organisationnelle de gestion de l'information moderne de la GRC. Les travaux sont en cours dans le cadre du projet CNGI et devraient être terminés d'ici le premier trimestre de l'exercice 2026-2027. SPO offrira un moyen rapide et facile aux employés de collaborer à l'interne et à l'externe et de gérer l'échange de fichiers de façon plus sécuritaire et fiable. Cela dit, de nombreux secteurs d'activité ont déjà des sites SPO qui peuvent faciliter et facilitent les échanges avec des partenaires et des intervenants. À ce jour, SPO est utilisé aux fins de collaboration et ces sites seront examinés et nettoyés au cours de la migration de l'information dans le cadre du projet CNGI.	4. SPO : Sites de collaboration disponibles maintenant, sites de GI configurés en avril 2026
	5. LiquidFiles : DG, Systèmes numériques et Mise en œuvre de solutions	5. LiquidFiles : LiquidFiles fait l'objet d'un projet pilote à la GRC depuis juin 2020 et a été approuvé comme solution organisationnelle en novembre 2024. LiquidFiles est actuellement l'application organisationnelle recommandée pour l'échange électronique de fichiers transitoires Protégé A et Protégé B avec des utilisateurs externes et pour l'échange externe de fichiers volumineux non classifiés (supérieurs à 20 Mo). Le système LiquidFiles de la GRC soutient des fichiers jusqu'à 500 Go par défaut ou avec une exception jusqu'à 2 To dans un message. Il s'agit aussi de la solution recommandée pour l'échange électronique de fichiers transitoires à l'interne dont la taille est supérieure à 250 Go.	5. LiquidFiles : Disponible depuis novembre 2024

Recommandation de la vérification	Secteur de responsabilité	Mesures prévues	Date d'agenda
		Ces fichiers très volumineux ne sont pas soutenus par les applications OneDrive ou SharePoint de la GRC. Nous continuons de promouvoir la solution sécuritaire LiquidFiles au lieu de clés USB protégées. Depuis que LiquidFiles est devenu une solution organisationnelle de la GRC, le nombre d'utilisateurs augmente régulièrement chaque mois et à l'heure actuelle (à la fin du mois d'août 2025), plus de 4 000 employés de la GRC l'utilisent pour envoyer ou obtenir des fichiers. Environ 3,8 To de données sont téléchargés chaque mois dans le système en date d'août 2025. De plus, il serait possible d'élargir la licence LiquidFiles actuelle pour permettre à la GRC d'utiliser cette solution de transfert de fichier volumineux sécuritaire à plus grande échelle. Cela améliorerait la protection des données et atténuerait directement les risques associés à la perte de données sur des clés USB, risques qui ont été signalés par le Commissariat à la protection de la vie privée.	

Recommandation de la vérification	Secteur de responsabilité	Mesures prévues	Date d'agenda
3. Comblers les lacunes dans l'élimination des biens de TI afin de s'assurer qu'ils sont éliminés rapidement et de façon complète, conformément aux politiques applicables, que la documentation à l'appui existe et qu'un suivi périodique est effectué.	Dirigeant principal de la Sécurité	1. Examen et mise à jour de la politique - Examiner la politique et la procédure actuelles relatives à l'élimination des biens de TI pour en assurer la conformité avec : - La politique de la Sécurité ministérielle de la GRC - La politique de sécurité des TI du gouvernement du Canada et la directive sur l'élimination des biens classifiés Protégé/Secret - Mettre à jour la politique afin d'exiger expressément : - La mise en œuvre de méthodes d'élimination approuvées garantissant la suppression définitive des données (p. ex. écrasement, destruction physique) - La conservation de documents sur la chaîne de possession pour toutes les éliminations - L'approbation préalable des éliminations - Publier la politique révisée sur Infoweb et en annoncer la publication dans la bannière rotative d'Infoweb 2. Mettre en œuvre un processus d'autorisation pour les éliminations - Recommander un processus normalisé pour les demandes d'élimination et leur approbation - Mettre en place une autorité chargée de l'élimination 3. Surveillance et rapports périodiques - Mettre en place une surveillance périodique des registres d'élimination afin de vérifier : - Le respect des délais d'élimination - L'exhaustivité de la documentation - La conformité aux exigences de sécurité	Octobre 2026

Approche

L'équipe de la Vérification interne a examiné six rapports de vérification du gouvernement du Canada sur la gestion des biens de TI pour comparer les points forts, les lacunes et les recommandations selon quatre thèmes clés : 1) la gouvernance, 2) les systèmes d'information sur l'inventaire, 3) la maintenance et le renouvellement continu et 4) l'élimination.

Les **rapports de vérification publics suivants provenant d'organismes du gouvernement du Canada ont été examinés aux fins de comparaison** :

Organisation	Rapport
Organisation 1	Rapport 1
Organisation 2	Rapport 2
Organisation 3	Rapport 3
Organisation 4	Rapport 4
Organisation 5	Rapport 5
Organisation 6	Rapport 6

Constatations communes à tous les organismes

- Gouvernance et responsabilité** : La majorité des organismes ont mis en place des cadres de travail, mais les rôles et les responsabilités ne sont pas appliqués uniformément.
- Gestion de l'inventaire** : Des inventaires qui sont incomplets ou inexacts ou qui ne sont pas à jour sont des problèmes récurrents et nuisent au suivi des biens.
- Surveillance du cycle de vie** : Des lacunes dans le suivi des biens, de leur acquisition à leur élimination, en réduisent la rentabilité et augmentent les risques.
- Risques de cybersécurité** : Un mauvais suivi des biens et un matériel vieillissant augmentent l'exposition aux menaces de sécurité.
- Élimination et mise hors service** : Souvent, les processus d'élimination ne comportent pas la documentation nécessaire, ne font pas l'objet de surveillance ou n'intègrent pas de protocoles de sécurité.
- Surveillance de la performance** : L'utilisation limitée des mesures de performance et de rapports nuit à la prise de décision stratégique.

Risques stratégiques relevés :

- Exposition à des risques de sécurité** : Les appareils désuets ou dont le suivi n'est pas assuré augmentent le risque d'atteinte à la sécurité.
- Inefficacité opérationnelle** : Les biens redondants ou sous-utilisés gonflent les coûts.
- Lacunes en matière de conformité** : Pratiques incohérentes en matière d'élimination et de rapports.
- Lacunes en matière d'information disponible pour la prise de décision** : L'absence de données sur la performance nuit à la planification.



CIPC	Centre d'information de la police canadienne
CT	Conseil du Trésor
DDB	Demande de dessaisissement des biens
DDI	Dirigeant divisionnaire de l'Informatique
GBTI	Gestion des biens de technologies de l'information
GGC	Gestion générale et Contrôle
GI-TI	Gestion de l'information et Technologies de l'information
GSTI	Gestion des services de technologies de l'information
GRC	Gendarmerie royale du Canada
OPE	Ordinateurs pour les écoles
PTM	Postes de travail mobiles
QGN	Quartier général national
RL	Réseau local
ROSS	Système de bureautique de la GRC
SDM	Service Desk Manager
SGASTi	Système de gestion des actifs et du service des technologies de l'information
SOIU	Section des outils informatiques des utilisateurs
TEAM	Système de gestion des dépenses globales et des actifs
TI	Technologie de l'information
USB	Bus série universel